

Déclaration d'une partie des enseignants du collège A. Malraux de Mazan lors de la première séance du « grand débat » sur l'Education Nationale

Une grande majorité des enseignants du collège A. Malraux de Mazan n'a pas souhaité participer au « grand débat » : certains ont signalé leur refus par leur absence, d'autres ont lu ce communiqué :

Nous ne pouvons pas participer au grand débat national comme si rien ne s'était passé aux mois de mai et juin 2003.

Un doute est jeté sur la réelle volonté de dialogue, d'écoute et de concertation d'un gouvernement qui est resté sourd à l'un des plus importants mouvements ayant touché le système éducatif ces dernières années.

De plus, nous tenons à exprimer nos doutes sur l'issue et sur les motivations réelles de cette vaste consultation : donner la parole à tous ne signifie pas que cette parole sera effectivement prise en compte. Nous redoutons au contraire une manipulation de l'opinion publique. Plusieurs indices nous portent à croire qu'il s'agit d'un débat démagogique et non d'une démarche démocratique :

- les rencontres, organisées à la période la plus chargée de l'année, doivent se dérouler en seulement deux fois trois heures, avec des participants dont la connaissance du système éducatif est très inégale.
- Certaines des 22 questions proposées sont trop techniques ou trop pédagogiques pour être soumises à des discussions qui risquent fort d'approcher celles de « café du commerce ». D'autres questions, plus politiques, sont très orientées et déterminent par avance les réponses.
- La composition et le rôle de la commission Thélot, chargée de faire la synthèse des 15 000 rapports qui seront élaborés lors de ce grand débat, nous semblent très discutables.

Nous nous inquiétons de ses conclusions qui sont d'ors et déjà prévisibles, puisqu'elles serviront à cautionner les réformes dans lesquelles le gouvernement reste engagé : la loi sur la décentralisation des personnels TOS est passée en première lecture au mois de novembre, en contradiction totale avec les promesses du gouvernement, et elle va à nouveau concerner les personnels de la médecine scolaire, les infirmières et les Copsy. Comment donc faire confiance à des individus qui reviennent ainsi sur leurs engagements ?

Nous précisons que nous ne sommes pas opposés au principe d'une réforme, mais bien à celle que l'on nous prépare et qui dépasse largement le cadre franco-français. L'utilité réelle d'un tel débat national se pose en effet à une époque où de nombreuses directives européennes et internationales (A.G.C.S) très claires incitent les gouvernements nationaux à mettre en place des réformes pour une école toujours plus décentralisée, libéralisée, marchandisée.